

Contribution du groupe de travail de la Fédération du Parti socialiste du Val d'Oise sur le thème de la Construction européenne

Le groupe de travail fédéral, dans le cadre du processus de Refondation du parti socialiste a souhaité livrer en toute liberté son ressenti et ses ambitions pour une Europe forte et fière. D'emblée, deux sujets ont émergé naturellement dans nos discussions : l'impératif écologique, préalable à toute création ou amélioration d'une politique publique et surtout prendre en considération – *au point de l'ériger comme un argument sérieux, d'ailleurs souvent minoré* - que l'Union Européenne représente la première puissance commerciale au monde.

Notre réflexion prend pour point de départ la résolution Europe du Congrès du Parti socialiste à Poitiers en 2015. Nous en partageons deux constats majeurs. Le premier relève de l'impérieuse nécessité de faire en sorte que l'Union demeure un outil au service de la paix et de la démocratie pour elle-même, pour les pays frontaliers de l'Union et pour le monde. Le second renvoie à l'instauration d'une politique d'austérité encouragée par les droites européennes qui ont conduit à frapper « durement les peuples, les services publics, l'accès aux droits fondamentaux tels que la santé et l'éducation. » Les droites européennes « ont creusé ce fossé entre l'Europe et ses citoyens et ouvert la brèche à la défiance. »

Les questions de l'identité et de la « perte » de souveraineté nationale ont également pris corps au sein de nos débats. Ces sujets font évidemment écho à la croissance et aux résultats électoraux récents des formations nationalistes ou d'extrême droite dans plusieurs pays européens, amenant le Royaume-Uni à organiser sa sortie de l'Union Européenne.

Pour autant, même si les constats exposent une certaine gravité, les pistes de travail en commun existent. L'écologie doit devenir un leitmotiv européen et concentrer les politiques d'investissements au travers notamment de la transition énergétique. Elle doit également proposer des politiques publiques fortes en matière de création d'emplois autour d'une nouvelle industrie durable sur un mode complémentaire de la redistribution, traiter la transition et l'exclusion l'une par l'autre, faire en sorte que l'économie exige des emplois peu qualifiés et n'en crée pas par charité. L'écologie a cette force que l'on ne peut négocier avec la planète sur son avenir et que par conséquent cela minimise les clivages politiques, au service de l'intérêt général. Nous devons en faire un atout fort et puissant pour y convertir l'ensemble des états, à l'instar des engagements pris dans le cadre de la COP 21 à Paris en 2015. À cet effet la taxe carbone doit être renforcée et amplifiée. Les citoyens européens doivent être sensibilisés et impliqués dans les enjeux liés au développement durable (au travers de financements de projets « très locaux » par exemple). À l'échelle européenne, 500 millions de consommateurs, leurs entreprises et leurs élus ont matière à acheter écologique de façon organisée par les institutions européennes.

L'autre enjeu majeur, après le progrès écologique, et pour lequel la gauche européenne au travers du PSE doit se mobiliser concerne le progrès social. Nous l'avons évoqué précédemment, l'Union Européenne représente la première puissance commerciale au monde. Ce contexte amène des puissances internationales à convoiter notre marché intérieur et les discussions sur le TAFTA et CETA en sont la preuve évidente. Dès lors, conscients de la situation, les institutions européennes doivent encadrer les flux

extérieurs, quels qu'ils soient, lorsqu'ils souhaitent pénétrer l'espace commercial européen. L'idée que certaines multinationales importent en Europe sans y payer d'impôts ou taxes doit nous faire réfléchir et réagir. Car cela maintient une philosophie empreinte de libéralisme économique totalement dérégulée qui nuit durablement à notre volonté, en tant que force politique de gauche, favorable à la construction européenne, d'opérer une harmonisation fiscale entre les pays membres de l'Union mais surtout d'instaurer une législation sociale européenne pour garantir des conditions de vie décente à chaque citoyen. Le libéralisme conduit à ce que les institutions européennes soient aujourd'hui totalement à rebours du progrès social et donne lieu à une « tolérance » face au dumping social de la part des institutions européennes et dont les premiers touchés sont les plus démunis. C'est pourquoi le Parti socialiste estime plus que jamais que la sauvegarde de la Communauté européenne passe par une convergence des politiques fiscales et sociales entre ses membres, avec un calendrier et des points d'étapes. Ces objectifs impliquent la création d'un ministère européen de l'économie sociale et fiscale et que le Parlement européen soit investi d'une mission d'action et de contrôle sur ces sujets.

La défiance vis-à-vis de ces institutions est la conséquence d'une méconnaissance de leur rôle mais aussi de la distance démocratique qu'ont les citoyens avec elles. C'est la raison pour laquelle nous encourageons le PSE à se saisir le plus souvent possible du droit de pétition (ICE) pour inscrire un point à l'ordre du jour des instances européennes sur les champs relevant de leurs compétences. Nous l'encourageons aussi à demander un transfert du pouvoir de décision du Conseil européen vers le Parlement, plus démocratique.

Nos discussions nous ont amené(e)s à réaliser le constat selon lequel l'Union Européenne relevait trop souvent de la logique du « tiroir-caisse » sans que cela ne relève d'un véritable projet politique européen. Évidemment cela exclut les politiques publiques européennes majeures comme la PAC, celle en faveur du Développement durable, etc. qui, elles, ont un fondement au sens de l'intérêt général mais qui sont trop peu nombreuses.

Les socialistes européens doivent réaffirmer avec force leur ambition en faveur du progrès écologique et social et c'est la raison pour laquelle, au-delà des seules contributions financières des états membres pour la construction du budget européens, d'autres ressources et pratiques sont à envisager. De longue date l'idée d'une taxe sur les transactions financières structure les débats tout comme une lutte efficace contre l'évasion fiscale. Désormais nous nous devons de la défendre et de la faire aboutir en l'inscrivant dans le débat public dans le cadre des futures élections européennes quelle qu'en soit l'issue électorale.

Enfin, nous militons pour renforcer une politique d'investissements importants sur l'ensemble du territoire européen en matière de transports et de services publics afin de créer les conditions d'une égalité entre tous les citoyens européens. Cela nécessite que les pays les plus riches acceptent de contribuer à hauteur de leurs moyens et que cela bénéficie aux autres pays membres. Et il s'agit là d'une politique à moyen terme. Cela risque d'encourager les discours populistes et de défiance à l'égard de l'Europe mais il s'agit du seul moyen d'envisager un espace européen homogène et équitable, pour ensuite se poser éventuellement les questions d'une Europe fédérale et/ou d'un élargissement.

Pour conclure notre contribution versée au débat dans le cadre du processus de Refondation du Parti socialiste, nous réaffirmons notre volonté de voir l'Union européenne et ses institutions renforcées, à l'opposé des orientations voulues par une droite européenne libérale. Le citoyen européen doit être repositionné au cœur de la réflexion et des politiques publiques européennes. L'environnement, l'emploi, les logiques migratoires, la recherche, le développement et l'innovation des industries et des entreprises, l'accès aux droits sociaux et à l'éducation, l'accès aux soins, l'égalité entre les femmes et les hommes... ce sont autant de sujets sur lesquels, nous socialistes, sommes attendus par nos concitoyens européens.